



Déclaration des représentantes et représentants des personnels FSU au CTSD du 1^{er} février 2019

Le mot à la mode : la confiance.

Dans les faits : la défiance.

Autant les enseignantes et les enseignants sont soumis en permanence à la méfiance de la hiérarchie quant à leur pratique professionnelle, autant les gouvernements successifs s'exonèrent de l'analyse de leurs propres choix.

Dans le premier degré, les moyens alloués sont encore très insuffisants. La France consacre 34 % de ressources en moins par rapport aux pays comparables. Si on prend en considération le nombre d'élèves par classe, elle se situe au 23^e rang (sur 34) des pays de l'OCDE et au 19^e rang des pays de l'Union Européenne.

En France, la moyenne du nombre d'élèves par classe est de 22,74 ; dans l'U.E., 19,9 : il faudrait créer 37 000 classes pour rattraper ce retard !

Dans ce contexte, la dotation de 2325 postes octroyée par le ministère sonne comme une provocation. D'autant plus que, pour simplement atteindre les objectifs de dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire fixés par le gouvernement, il en faudrait au moins 4000 au niveau national.

Dans notre académie, les 94 postes ne suffiront même pas aux dédoublements : il en faudrait encore au moins 30 uniquement pour mettre en place ce dispositif dans de bonnes conditions d'encadrement, sans parler des autres besoins.

De plus, le recteur a décidé, cette année, de balayer d'un revers de main les nombreux indicateurs (de ruralité, de critères sociaux, de taille des écoles) pourtant traditionnellement détaillés dans les documents préparatoires et de ne pas en tenir compte pour sa répartition.

Sa seule préoccupation, chercher à afficher médiatiquement une évolution positive du P/E dans chaque département.

In fine, notre département va se voir confisquer 4 postes, alors même qu'il en faudrait une douzaine pour dédoubler correctement les CP et les CE1 en REP.

La baisse démographique (- 366 élèves prévu-es pour l'année prochaine) ne

peut en aucun cas justifier de telles mesures. Le fameux taux d'encadrement P/E n'est qu'un trompe-l'œil : son augmentation, infime, ne profitera pas à l'ensemble des élèves, bien au contraire.

Non seulement les écoles hors REP ne bénéficieront d'aucune amélioration des conditions d'enseignement, mais ces dernières vont continuer inexorablement à se dégrader. Outre les fermetures de classes, il sera impossible de couvrir, dans notre département, tous les besoins en termes de remplacement, de RASED, de formation continue.

Comment le ministre ose-t-il encore parler d'école de la confiance, alors qu'en coulisse, il programme méthodiquement son sabotage ?

Pour ce qui concerne plus particulièrement votre action, monsieur le DASEN :

- Vue la précipitation du calendrier des réunions les plus importantes de la carte scolaire (trois en deux jours) ;
 - Vu votre silence suite à notre première demande de documents préparatoires sur d'autres points que les effectifs des écoles ;
 - Vu votre refus, pour la deuxième fois, de préparer des documents clairs sur les dispositifs de dédoublements CP et CE1 en éducation prioritaire ;
 - Vue la fin de non-recevoir donnée à notre demande de communication de ces documents avant le CTSD ;
 - Vu l'absence de réponse à nos courriers sollicitant des informations nécessaires au travail des élu·es paritaires ;
- ... les représentantes et les représentants des personnels du SNUipp-FSU47 se posent la question de votre définition du dialogue social et de votre considération envers celles et ceux qui sont censé·es en faire partie.

Malgré ces conditions déplorables, la FSU47 continuera inlassablement à œuvrer pour la transparence, l'équité et l'amélioration des conditions de travail des personnels et de scolarisation des élèves. Elle appelle les personnels à la grève le 5 février, à l'action pour les AESH le lendemain et envisage d'autres mobilisations pour obtenir les moyens nécessaires à un service public d'éducation de qualité.